

ARCHEIPEL

Journal du Forum Civique Européen



Des Iraniennes posent contre l'obligation de porter le voile

AZB 4001 Bâle
Forum Civique Européen, 4001 Bâle
Post CH AG

IRAN

Lettre ouverte: Ne pas oublier et faire pression!

Mani a grandi au sein de la diaspora iranienne à Zurich. Par peur des conséquences, elle ne s'était pas encore exprimée sur les protestations. Elle nous propose une réflexion sur la révolution iranienne et sur ce que nous pouvons faire pour la soutenir.

Jina Amini a été assassinée le 16 septembre 2022. C'était une jeune femme originaire de la ville de Saqez, dans l'ouest de l'Iran, en visite à Téhéran lorsque la police des mœurs lui a fait remarquer qu'elle ne portait pas son foulard de manière appropriée. Pour cette raison, elle a été emmenée au poste de police, où elle s'est effondrée peu de temps après et est décédée subitement¹.

Officiellement, on a dit qu'elle souffrait de maladies préexistantes qui auraient entraîné sa mort. Il est toutefois beaucoup plus probable qu'elle ait été tuée par des coups à la tête pendant sa garde à vue. Cet incident a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase et a déclenché une vague de protestation comme la République islamique n'en avait jamais connue depuis sa création.

J'ai longtemps gardé le silence sur la situation en Iran. Pour être précise, toute ma vie.

J'avais peur de ne plus pouvoir entrer au pays. Mais j'avais encore plus peur de ne plus pouvoir le quitter ensuite.

Quand on grandit dans la diaspora iranienne comme moi, on grandit avec des histoires de double-nationaux qui ont fini en prison parce qu'ils ont osé écrire sur les abus en Iran. Ce faisant, on ne met pas seulement sa propre personne en danger, mais aussi sa propre famille qui vit là-bas. Celle-ci pourrait être interrogée à tout moment et contrainte de prendre ses distances avec les «traîtres à la patrie». C'est la raison pour laquelle j'ai évité jusqu'à présent de m'exprimer publiquement sur le gouvernement et la situation politique en Iran.

Mais face aux excès de violence actuels, je ne peux plus me taire. Je ne veux plus être prisonnière de mon impuissance et regarder sans agir, car je dois constamment m'inquiéter pour ma famille.

Il ne s'agit pas seulement du foulard

La première question que les gens me posent ici en Suisse, lorsque nous parlons de l'Iran, est de savoir si je dois porter un foulard lorsque je rends visite à ma famille. La plupart du temps, c'est la seule question.

Dans ma famille, beaucoup de femmes portent le foulard volontairement. Mais toutes sont d'avis – comme la plupart des Iraniennes – que les femmes ne doivent pas se voir imposer la manière dont elles s'habillent. Les protestations actuelles sont donc bien entendu des protestations féministes contre les codes vestimentaires. Mais l'oppression patriarcale des femmes et des personnes queer va bien au-delà de l'obligation de porter le foulard et concerne tous les domaines de la vie. Par exemple, la voix d'une femme au tribunal compte deux fois moins que celle d'un homme.

Les protestations sont également dirigées contre la répression des minorités² religieuses et ethniques qui dure depuis des années, contre la persécution des activistes politiques, contre leur torture et leur assassinat. La mauvaise gestion et le cloisonnement ainsi que les conditions de travail indignes contribuent également à ce que les manifestations³ continuent depuis plus de trois mois.

Je me suis certainement simplifié la tâche dans une certaine mesure en n'écrivant pas sur la situation en Iran et en ne prenant pas

position sur les médias sociaux. Bien que je défende bien entendu une position claire.

Si je n'ai pas pris position jusqu'à présent, c'est aussi parce qu'il n'est pas facile d'obtenir des informations fiables. Le gouvernement iranien veille à ce que l'accès à Internet⁴ soit limité ou complètement coupé dans les moments critiques. Les pires atrocités sont ainsi dissimulées, en particulier dans les régions peuplées de minorités, comme le Kurdistan, le Baloutchistan ou le Khuzestan. Jina Amini était elle aussi originaire du Kurdistan.

En raison de ce manque d'information, nous n'apprenons en Suisse qu'après coup que des tirs ont été effectués lors de manifestations⁵ en Iran ou même que des régions entières ont été bombardées. Outre l'utilisation de munitions, les viol⁶ sont utilisés comme tactique de dissuasion, de préférence contre les femmes et les enfants. Jusqu'à présent, on dénombre plus de 400 morts, dont plus de 50 enfants et adolescent·es. Beaucoup plus ont été blessé·es. Chaque fois que je pense que la violence a atteint un niveau qui ne peut plus être dépassé, des nouvelles encore plus choquantes me parviennent.

Manifestations étudiantes et grèves de travailleur·euses

Il n'est pas difficile d'imaginer que le soutien dont bénéficie encore le régime dans la société est infime. Le mécontentement est grand dans toutes les couches de la société. Les élèves et les étudiant·es protestent et font grève, tout comme les ouvrier·es des entreprises pétrolières. Alors qu'il y a toujours des moments de calme à Téhéran, certaines régions périphériques, réprimées depuis longtemps, ne connaissent que l'état d'urgence depuis trois mois. C'est le cas de Saqqez, la ville d'origine de Jina Amini, où vivent principalement des personnes issues de la classe ouvrière.

Les activistes politiques et les grévistes en Iran nous incitent à ne pas relâcher notre attention. La pression de l'extérieur – de la rue et des réseaux sociaux – peut contribuer à influencer le régime iranien. Il est donc important que les Iranien·nes ne tombent pas dans l'oubli, même si la marge d'attention des médias est généralement très faible, en dépit des circonstances qui mettent des vies en danger et du caractère révolutionnaire des protestations.

Des milliers de prisonnier·es politiques sont actuellement menacé·es d'exécution. Il y a une crainte justifiée que ça arrive dès que le monde détournera à nouveau le regard. Parmi les prisonnier·es menacés de mort figurent les deux journalistes qui ont rendu public l'assassinat de Jina Amini.

Contre l'impuissance et l'oubli

Que pouvons-nous donc faire en tant qu'individus pour aider les Iranien·nes? Le trafic financier vers l'Iran est extrêmement limité, voire complètement bloqué, ce qui complique considérablement le soutien aux personnes sur place. C'est la conséquence d'années de sanctions. Malgré tout, il existe quelques organisations qui ne sont pas basées en Iran et auxquelles on peut donner de l'argent: *Freeiran.ch*⁷ en Suisse ou *Feminista Berlin*⁸ en Allemagne, par exemple.

Il est également possible d'acheter un VPN aux personnes politiquement actives en Iran afin de leur permettre un accès indépendant à Internet. *Disco Teheran*⁹, par exemple gère un tel projet.

Pour les personnes ayant des connaissances techniques, il est également possible de devenir soi-même fournisseur de proxy, afin que les personnes sur place puissent communiquer de manière cryptée et ne courent pas le risque d'être prises pour cible par les forces de sécurité. Les proxies sont des programmes qui peuvent aider à contourner les blocages d'Internet.

Alors que je suis très critique à l'égard des sanctions générales, car elles touchent généralement la population civile et donc les mauvaises personnes, je considère que les sanctions ciblées sont utiles et permettent d'atteindre les objectifs. Cela signifie que les politicien·nes doivent s'engager à geler les comptes des personnes qui jouent un rôle important dans le régime iranien et à leur interdire l'accès au pays. Cela permettrait d'exercer une pression ciblée sur le pouvoir en place. Et pour cela, il faut faire pression sur nos politicien·nes.

Celles et ceux qui le peuvent devraient donc absolument participer à des rassemblements de solidarité et à des manifestations, là où ils sont. D'une part, cela permet d'attirer l'attention des gens sur la situation en Iran, et d'autre part, il est incroyablement important pour les Iranien·nes de voir qu'ils ne sont pas oublié·es et que leur révolution est également soutenue à l'étranger.

Celles et eux qui sont actif·ves sur les réseaux sociaux peuvent partager des contenus pour que la révolution ne tombe pas dans l'oubli. Depuis Berlin, Ozi Ozar¹⁰ informe sur la

situation actuelle aussi bien sur *Instagram* que sur *TikTok*. Ozi est arrivé de Téhéran en Allemagne il y a quelques années.

La journaliste Daniela Sepehri¹¹ informe également de manière approfondie sur des thèmes tels que la Garde révolutionnaire ou la prison pour femmes de Qarchak. Le Collectif pour les Iranien·nes noir·es¹² attire l'attention sur les grèves et les protestations ainsi que sur les personnes menacées de peine de mort, Niloofer Hamedi et Elham Mohammadi par exemple, qui ont été les premières à rapporter l'assassinat de Jina Amini. Pour faire pression également dans l'espace numérique, il est possible de taguer les politiciens dans les contributions afin d'attirer leur attention sur des posts spécifiques.

Je ne souhaite rien de plus que le succès des personnes courageuses qui risquent actuellement leur vie pour protester contre un régime inhumain, et qu'un jour je puisse entrer dans un pays libre pour pouvoir serrer à nouveau ma famille dans mes bras.

Mani (nom d'emprunt)
le 4 janvier 2023

1. <https://www.republik.ch/2022/10/07/frauen-gegen-das-mullah-regime>
2. <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/08/iran-stop-ruthless-attacks-on-persecuted-bahai-religious-minority/>
3. <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-63240911>
4. <https://www.dw.com/de/internet-dient-noch-als-beschleuniger-der-proteste-im-iran/a-63767578>
5. <https://www.srf.ch/news/international/unterstuetzungsvorwuerfe-iran-bombardiert-erneut-stuetzpunkte-im-nordirak>
6. <https://www.aljazeera.com/news/2009/8/10/inquiry-urged-into-iran-rape-claims>
7. <https://freeiran.ch/>
8. <https://www.instagram.com/feminista.berlin/?hl=de>
9. <https://discotehran.nyc/>
10. https://www.instagram.com/ozzi_ozar/
11. <https://www.instagram.com/danielasepehri/>
12. <https://www.instagram.com/collectiveforblackiranians/>

ROJAVA

Escalade d'une guerre hybride

La Turquie bafoue systématiquement les droits humains et viole le droit international. La menace est une question de vie ou de mort pour les habitant·es de la région. Anita Starosta travaille chez Medico international dans la communication avec les donateurs. En outre, l'historienne est responsable des relations publiques pour la Turquie, le nord de la Syrie et l'Irak. Nous relayons un article qu'elle a publié le 21 novembre dernier sur le site de Medico¹. Nous concluons avec des extraits d'un article paru récemment dans *Kurdistan au féminin*².

Ce n'était qu'une question de temps avant que l'armée turque ne lance de nouvelles attaques sur le territoire de l'administration autonome du nord-est de la Syrie. Les premières bombes se sont abattues dans la nuit du 19 au 20 novembre dans les villes de Kobané, Dirbêsiyê, Zirgan et dans la région de Dêrik; des cibles ont également été touchées à la frontière avec le nord de l'Irak. Des objectifs civils tels qu'un dépôt de blé, une centrale électrique et un hôpital ont également été pris pour cible. Au moins onze civil·es sont mort·es et neuf ont été blessé·es. À cela s'ajoutent plusieurs morts de l'armée syrienne et des forces kurdes. (...)

Depuis l'attentat à la bombe sur la rue com-

merçante centrale Istiklal à Istanbul, qui a fait six mort·es et 80 blessé·es, la campagne électorale de l'AKP semble avoir commencé – des élections législatives et présidentielles auront lieu en Turquie en juin 2023. Malgré de nombreuses incohérences – entre autres, le ministre de l'Intérieur Soylu aurait été en contact avec la présumée autrice de l'attentat – le gouvernement turc maintient l'accusation selon laquelle l'attentat aurait été perpétré sur ordre du PKK ou du PYD³. Le jour de l'attentat, Soylu avait déjà annoncé que «*l'ordre venait de Kobané*». Des voix du nord-est de la Syrie avaient déjà interprété cela comme une annonce de guerre.



Femmes et démocratie, la double révolution du Rojava, Le courrier du Maghreb et de l'orient

C'est une méthode désormais bien connue du gouvernement AKP⁴ que d'instrumentaliser les attentats terroristes pour mobiliser l'unité nationale. La politique de sécurité est un vecteur de ralliement de la population au gouvernement, en particulier à l'approche de référendums ou d'élections. Les Kurdes sont souvent visés dans leur propre pays et aux frontières avec la Syrie et l'Irak. C'est encore le cas aujourd'hui.

L'inflation élevée et les mauvaises perspectives économiques, qui ont fait chuter les sondages pour l'AKP, ne sont pas les seules raisons de détourner l'attention. Ces dernières semaines, l'utilisation de gaz toxiques contre les unités de guérilla du PKK dans le nord de l'Irak a également fait l'objet de critiques croissantes. Jusqu'à la fin, Erdoğan a également fait pression pour que l'OTAN n'accepte l'adhésion de la Suède que si le gouvernement suédois se distançait du PKK et de l'administration autonome du Rojava. Les frappes aériennes soulignent clairement la position turque.

Depuis des mois, Erdoğan pousse à une nouvelle offensive militaire terrestre dans la région et a annoncé à plusieurs reprises vouloir s'emparer complètement d'une bande de 30 kilomètres de profondeur au-delà de la frontière syrienne, afin d'établir une soi-disant zone de sécurité. Dernièrement, il a concentré ses menaces sur la région de Kobané et de Manbij, c'est-à-dire sur les zones occidentales de la région autonome du Rojava. Jusqu'à présent, il n'a pas obtenu le feu vert pour une telle offensive terrestre, mais la Russie et les États-Unis contrôlent l'espace aérien de la région et doivent avoir donné leur accord pour les frappes aériennes actuelles. Le rôle de médiateur joué avec succès par la Turquie dans la guerre en Ukraine les a probablement incités à le faire. Et personne ne peut se permettre un nouveau foyer de conflit.

Jusqu'à présent, tous les pays de l'OTAN

se sont tus sur les attaques. (...) L'avenir nous dira si ce silence peut être maintenu. (...)

Droits humains, démocratie et violence étatique.

Il ne semble pas encore y avoir de nouvelle offensive terrestre, mais la Turquie a annoncé qu'elle poursuivrait ses attaques aériennes. Avec ses attaques, le gouvernement turc aggrave la situation déjà menaçante depuis des mois dans le nord-est de la Syrie. Ces derniers mois, les attaques de drones se sont multipliées, tuant également des civils – entre autres des responsables de projets de *Medico*. Mais la guerre hybride menée par Erdoğan va au-delà de l'aspect militaire: le contrôle de l'approvisionnement en eau, l'occupation continue de territoires et le soutien de milices islamistes menacent l'autogestion autonome dans le nord-est de la Syrie.

Les habitant·es de la région vivent en état d'urgence depuis des mois. Cela se répercute également sur l'infrastructure sociale, les écoles et autres institutions doivent régulièrement fermer. En outre, la menace de l'EI grandit – des milliers de combattants de l'EI sont toujours détenus dans les prisons de la région, qui doivent être particulièrement sécurisées en cas d'attaque. Si une prison est touchée ou si les détenus lancent une révolte, cela renforce la milice terroriste. Cette menace permanente démoralise la population.

Pour justifier les attaques aériennes, le ministère de la Défense à Ankara invoque le droit à l'autodéfense dans la Charte des Nations unies – rien de plus qu'un mot rhétorique. Le service scientifique du Bundestag avait déjà constaté que les opérations militaires turques majeures à Afrin (2018) et Ras al-Aïn (2019) étaient contraires au droit international. À aucun moment il n'y avait eu de menace qui aurait justifié une intervention militaire. La situation est aujourd'hui similaire.

Le gouvernement turc n'a pas à craindre une intervention de ses partenaires de l'OTAN, on lui laisse trop visiblement les mains libres. Il ne s'agit pas ici de «politique étrangère féministe», de droits humains ou de démocratie, il s'agit de géopolitique et de répartition du pouvoir dans un nouvel ordre mondial.

Les autres lieux du conflit dans la région le montrent également: l'intervention militaire dans la ville kurde de Mahabad, les attaques iraniennes et turques contre des positions kurdes dans le nord de l'Irak et les bombardements turcs du Rojava dans le nord-est de la Syrie requièrent notre attention et notre solidarité. L'engagement pour les droits humains et la démocratie ne doit pas être victime de la violence étatique.

Dernières nouvelles

Suite aux déclarations du porte-parole présidentiel turc İbrahim Kalın, selon lesquelles une opération terrestre pourrait avoir lieu «à tout moment», *Kurdistan au féminin* a publié une interview du Commandeur général des Forces Démocratiques syriennes (SDF) Mazlum Abdi dont voici des extraits.

«Nous prenons les menaces de la Turquie au sérieux. On s'attend à une attaque en fé-

Cibles Kurdes

Deux entretiens sur la question kurde, réalisés sur les ondes de Radio Zinzine au cours des infos, l'un en écho à la remise de prix à des représentant·es du Rojava à la Fondation Danièle Mitterrand le 14 décembre dernier, l'autre en réaction à l'assassinat à Paris d'au moins trois Kurdes au Centre culturel kurde, le 23 décembre.

Lien direct vers cette émission : <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=7743>

Archipel

Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Dorfstr. 68
D-17159 Stubbendorf
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1848,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Peremogi 70
UKR-90440 Nijne Selischtshe,
Tél: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

vrier. La ville de Kobané est une cible probable en raison de sa signification symbolique pour les Kurdes du monde entier», a déclaré Abdi, faisant référence à la ville du nord-est de la Syrie contrôlée par les Kurdes.

«La Turquie se dirige vers des élections, et nous sommes conscient-es que le président Erdoğan veut rallier le soutien nationaliste. Il semble croire qu'attaquer à nouveau le Rojava peut servir cet objectif», a-t-il ajouté.

Le commandant a souligné que les FDS⁵ ne représentaient aucune menace pour la Turquie et souhaitaient plutôt des relations pacifiques avec Ankara. Abdi a également rejeté les affirmations d'Ankara selon lesquelles les YPG⁶ sont l'extension syrienne du PKK.

«Je suis un Kurde syrien. Mon avenir est ici dans ce pays. Le PKK a assurément aidé dans la lutte contre l'État islamique [DAECH/ISIS]. Mais aujourd'hui, le PKK n'a aucun rôle dans notre administration. Nous ne sommes pas, comme le prétend la Turquie, une branche du PKK», a-t-il déclaré.

Le commandant a admis qu'Abdullah Öcalan, le chef du PKK qui est en prison en Turquie depuis 1999, est un symbole pour les Kurdes partout, y compris au Rojava.

Abdi a également déclaré qu'il ne croyait pas que les efforts de rapprochement négociés par la Russie entre la Turquie et la Syrie réussiraient.

«Le régime syrien ne transigera jamais sur ses propres exigences. La principale d'entre elles est que la Turquie retire toutes ses troupes du sol syrien et son soutien aux groupes armés d'opposition sunnite», a déclaré le commandant.

«De même, je ne crois pas que le régime syrien cédera aux demandes de la Turquie d'écraser l'administration autonome dans le Nord-Est», a ajouté Abdi en faisant référence à l'administration dirigée par les Kurdes au Rojava. «Il n'a pas les moyens de le faire, ni les circonstances favorables à de tels plans», a-t-il déclaré.

1. <https://www.medico.de/blog/eskalation-eines-hybrid-krieges-18868>

2. <https://kurdistan-au-feminin.fr/2023/01/17/rojava-les-kurdes-sattendent-a-une-attaque-terrestre-turque-en-fevrier/>

3. Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK en kurde) a été fondé en 1978 par Abdullah Öcalan. Organisation armée, il milite pour l'autonomie du Kurdistan en Turquie. Le Parti de l'union démocratique (PYD en kurde) est un parti politique kurde syrien d'orientation socialiste démocratique considéré comme la branche syrienne du PKK. Il revendique actuellement le contrôle du Kurdistan syrien, devenu le Rojava, entité fédérale, en 2016.

4. Le Parti de la justice et du développement (AKP en turc) est un parti islamo-conservateur au pouvoir en Turquie depuis 2002. Recep Tayyip Erdogan en est le président général.

5. Les Forces démocratiques syriennes, coalition militaire active dans le nord de la Syrie visent surtout à chasser l'État islamique et la Turquie de la zone.

6. Les Unités de protection du peuple (YPG en kurde) sont la branche armée du Parti de l'union démocratique (PYD) kurde en Syrie.

Mandat d'arrêt international et nouvelle audience pour Pinar Selek

Le 21 juin 2022, l'agence de presse publique turque annonçait l'annulation par la Cour Suprême de Turquie du quatrième acquittement de Pinar Selek¹, prononcé le 19 décembre 2014 par le Tribunal criminel d'Istanbul.

Auparavant, Pinar Selek avait effectivement comparu au cours de trois procédures criminelles, qui ont toutes constaté son innocence, au long des 25 années de persécution politico-judiciaire qu'elle continue de subir. Après l'avoir emprisonnée et torturée pour ses recherches sociologiques sur les Kurdes, le pouvoir turc a décidé de faire d'elle une «terroriste» en fabriquant de toutes pièces les éléments voulus pour démontrer contre toute évidence la réalité d'un attentat, alors que tout a été établi que l'explosion du Marché aux épices d'Istanbul de 1998 avait été provoquée accidentellement².

Six mois après l'annonce par voie de presse de l'annulation de l'acquittement, la décision de la Cour Suprême a enfin été notifiée aux avocat-es de Pinar Selek, le 6 janvier 2023, par la Cour d'Assises d'Istanbul. Ces six mois d'attente insupportable et de nouvelle torture psychologique pour Pinar Selek se soldent par une parodie de justice.

Pinar Selek fait l'objet d'une mesure de mandat d'arrêt international demandant son emprisonnement immédiat. Cette décision est prise par le Tribunal Criminel d'Istanbul avant même que les juges de cette juridiction ne se soient prononcés lors d'une première audience, fixée au 31 mars 2023.

De telles mesures, ubuesques du point de vue du droit et particulièrement graves par leurs portées et leurs conséquences sur Pinar Selek, sont prises dans un contexte de restriction des libertés et de multiplication des violences par le pouvoir turc contre l'ensemble des minorités et des opposant-es politiques, en particulier contre les Kurdes, que ce soit en Turquie ou dans d'autres pays.

Les élections prochaines³ en Turquie sont propices à toutes les diversions politiques et à toutes les manipulations.

Les collectifs de solidarité avec Pinar Selek refusent que l'écrivaine et sociologue soit une fois de plus l'otage d'une politique inique qui se traduit par une véritable farce judiciaire. Ils refusent également qu'elle soit la victime collatérale de la politique de complaisance des pays européens à l'égard du régime autoritaire et liberticide qui sévit en Turquie.

Ils demandent à tout-es les parlementaires et responsables politiques qui ont témoigné ces derniers mois leur soutien à Pinar Selek, d'agir énergiquement auprès du gouvernement afin qu'il lui apporte concrètement toute la sécurité et la protection que l'État français doit à l'une de ses compatriotes. La nationalité française de Pinar Selek ne suffit pas à la protéger.

Forts du soutien de très nombreuses personnalités de la recherche et du monde intellectuel et de la culture, les collectifs de solidarité avec Pinar Selek renouvellent au Président de la République leur demande de soutien ferme et inconditionnel ainsi qu'une protestation officielle auprès du pouvoir turc. Ils appellent enfin les ami-es de Pinar Selek, les artistes, les universitaires et les militant-es à redoubler d'efforts, à étendre leurs mobilisations en soutien à toutes les victimes du pouvoir turc et à préparer des délégations nombreuses pour se rendre à Istanbul le 31 mars prochain pour exiger la vérité et la justice pour Pinar Selek!

Coordination européenne
des collectifs de solidarité avec Pinar Selek
le 16 janvier 2023

1. Voir Archipel 257, «Turquie - Pinar Selek, combattante pour la Justice», Constanze Warta, mars 2017, Archipel 281, «Appel à la solidarité de la Coordination des collectifs de solidarité avec Pinar Selek», mai 2019, Archipel 286, «Kurdistan: le seul espoir...», Pinar Selek, novembre 2019 et Archipel 321, «Turquie - Plusieurs anniversaires, toujours le même film», Pinar Selek, janvier 2023.

2. Après plus de deux ans en prison sous la torture pour Pinar, les experts turcs ont conclu que ce n'était pas un explosif, mais une bouteille de gaz défectueuse qui avait provoqué l'explosion au bazar aux épices. Elle a été libérée mais le procès a continué. Elle vit en exil depuis 2009 et a obtenu la nationalité française en octobre 2017.

3. La prochaine élection présidentielle en Turquie devrait avoir lieu le 18 juin 2023, en même temps que les élections législatives.



ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commande ...N°, à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: Adresse:

Pays: Profession/Organisation:

Téléphone: Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40_8523-5 - St Johanns-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans

Conséquences sociales de la guerre

Nous publions aujourd'hui un entretien avec Vladislav Starodubtsev, activiste de l'organisation de gauche ukrainienne *Sotsialnyi Rukh* (Mouvement social), et historien spécialisé dans l'Europe centrale et orientale. Nous lui demandons d'abord de décrire les conséquences de la guerre, en termes sociaux, pour les Ukrainien·nes.

Vladislav Starodubtsev: Au moment où la guerre a commencé, l'Ukraine était dirigée par des politiques qui prônaient une idéologie de marché très radicale et fondamentaliste, une idéologie néolibérale. Iels ont utilisé la guerre pour mettre en œuvre leurs plans, pour promouvoir leur vision. Dans la plupart des cas, ce n'était pas promu par un intérêt privé et la poussée des élites oligarchiques, mais plutôt par les croyances des gens qui pensent que les mécanismes de l'économie de marché peuvent résoudre tous les problèmes. Au début de la guerre, en s'appuyant sur cette logique, iels ont radicalement réduit les droits des travailleur·euses, limité la protection contre le licenciement et soustrait l'État de son rôle de modérateur entre travailleur·euses et employeur·euses, dans le but de «motiver l'investissement», d'encourager les capitaux étrangers, etc, mais en fait c'est absurde dans une situation où tout investissement peut être très rapidement détruit par un missile. Alors bien sûr, cela n'a pas marché, mais iels ont continué de promouvoir de telles réformes.

A: Est-ce dû à la pression des grandes entreprises?

VS: Dans la plupart des cas, ce ne sont même pas les oligarques. Nos oligarques tentent, depuis un certain temps, de se donner l'image d'hommes d'affaires socialement orientés, patriotiques et responsables. Il s'agit principalement des nouvelles entreprises, y compris de grandes entreprises ukrainiennes, qui sont apparues après la privatisation dans les années 1990 et qui ont commencé à promouvoir ce lobbying néolibéral et radical.

A: Ce lobbying conduira-t-il l'Ukraine vers une politique économique et sociale proche de celle de Pinochet au Chili dans les années 1970?

VS: Le pire, actuellement, ce n'est pas le lobbying mais l'idéologie du parti au pouvoir. Pourtant il arrive qu'iels commencent à en douter, comme par exemple, Hetmantsev, le président de la commission des Finances et des Impôts de la *Verkhovna Rada*. Il a déclaré au début de l'été que si nous continuons à réduire les impôts des riches, nous ne serons tout simplement pas en mesure de financer l'armée et l'État en général. Il a alors été victime d'une grosse campagne de presse, le présentant comme marxiste radical. C'est-à-dire que cette politique ultralibérale est dans un premier temps initiée par l'État et ensuite la pression des élites économiques assure qu'il ne s'en écarte pas.

A: L'Ukraine, à mon avis, n'est pas une dictature, ni dans le sens politique, ni dirigée par un capital monolithique. On observe fréquemment le même scénario: le gouvernement fait voter au parlement des

lois à la va-vite, ensuite la société s'y oppose et il revient en arrière. Qu'en est-il de la question sociale? Elle concerne beaucoup de monde, alors que je vois des résistances essentiellement dans des secteurs beaucoup plus marginaux. Je pense à la bagarre de quelques centaines de cinéastes ukrainien·nes qui se mobilisent pour défendre les archives cinématographiques.

VS: Les personnes qui se sont opposées à la privatisation des archives cinématographiques appartiennent généralement à la classe moyenne éduquée, ayant fait des études, ayant des connaissances, ayant une certaine expérience politique. Elles connaissent l'anglais, ont accès aux médias, savent comment se rendre visibles, ont des relations qui peuvent promouvoir la cause, mais la plupart des gens qui ne font que travailler forment une énorme classe invisible qui ne sait pas comment se faire entendre. Du coup, ils sont presque totalement non représentés en politique. Les grands médias n'en parlent pas, ce n'est pas sensationnel. Et les syndicats, à leur tour, soit n'ont aucun intérêt, soit ne savent pas comment mener des campagnes et des actions politiques. Ils sont généralement très passifs et prennent des décisions d'une manière très démodée, ne sachant pas utiliser les technologies de communication contemporaines. Et dans la plupart des cas, il s'avère qu'un très grand nombre de personnes passent la majeure partie de leur temps à travailler et, après le travail, n'ont ni la force ni la possibilité d'avoir des contacts, des débouchés et une représentation pour exprimer ou même formuler leur mécontentement. D'autant plus aujourd'hui pendant la guerre, la télévision et les grands journaux diffusent une information et des gens présélectionnés. Tout le monde s'intéresse à la guerre, et les autres sujets passent à la trappe s'ils n'émanent pas de gens qui ont leur propre auditoire. Alors oui, les intellectuel·les, en particulier les intellectuels créatifs, peuvent faire avancer leurs revendications si nécessaire, pas les travailleur·euses.

A: L'un des problèmes majeurs est sans doute l'inertie colossale des syndicats issus de l'époque de l'Union Soviétique.

VS: En Europe, les syndicats se sont for-

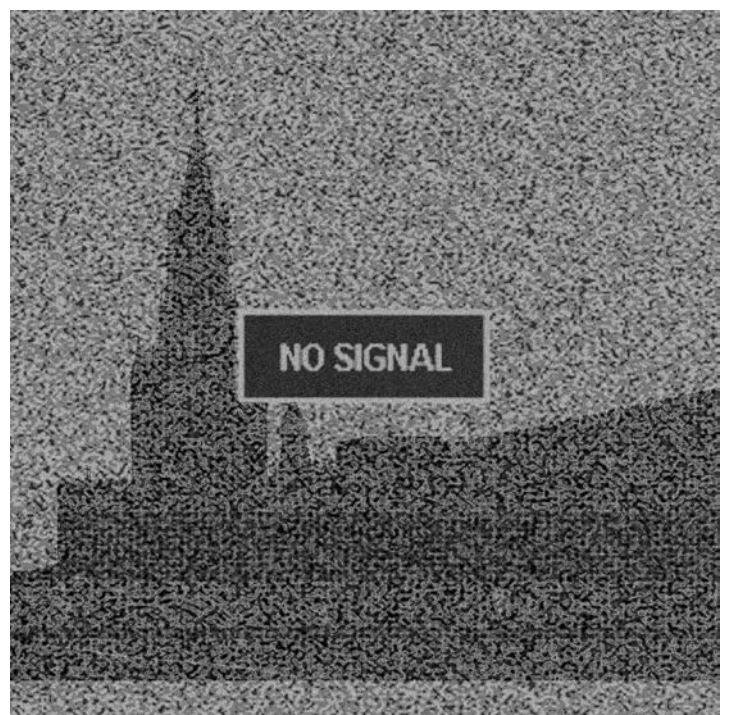
més pendant plus d'un siècle, soutenus par les grands partis ouvriers. Les sociaux-démocrates, socialistes, radicaux défendaient leurs intérêts. En fait, il s'agissait d'une gigantesque école politique. Bien qu'en Europe, la plupart des syndicats soient désormais bureaucratisés, il n'existe pas en Ukraine d'école d'activité syndicale, de protestation, etc. Les syndicats ont tous été détruits après la révolution [d'octobre] et ne sont réapparus qu'en 1991, mais dans la structure administrative des pseudo-syndicats soviétiques.

A: Peux-tu en dire un peu plus sur les lois qui sont en place maintenant? À quel point sont-elles antisociales?

VS: C'est une liste interminable! Mais la principale chose qui a été introduite est la pratique des contrats «zéro heure», dans lesquels il n'y a pas de limite de temps: vous pouvez être appelé à travailler à tout moment, en tout lieu et dans n'importe quelles conditions. En outre, des motifs supplémentaires ont été créés, qui peuvent être prescrits dans un contrat individuel entre l'employeur et l'employé. Les conventions collectives sont facultatives. L'employeur·euse peut facilement prescrire presque tout sous la forme d'un contrat individuel, partiellement soustrait à la juridiction des relations de travail. Iel conclut simplement un contrat individuel entre deux entités juridiques. On peut y prescrire presque tout, et les licenciements sont légaux, sauf s'ils sont à caractère discriminatoire.

Ces contrats «zéro heure», outre le fait qu'ils permettent à l'employeur·euse d'appeler l'employé·e quasiment à tout moment, ne garantissent pas qu'iel aura du travail. Du coup, s'il n'y a pas assez de travail, l'employeur peut payer moins que le salaire minimum. Auparavant, si l'employeur ne fournissait pas de travail, il devait payer les 3/4 du salaire.

Il y a aussi le cas des mobilisé·es qui ne reçoivent plus de salaire pour leur travail, dès qu'iels en reçoivent de l'armée. Et beaucoup d'entreprises essaient de licencier les personnes mobilisées, mais il est toujours possible de gagner en justice.



No signal, Marsel Onisko, Biruchyi 2022

Une importante réforme de l'assurance sociale a eu lieu: le fonds d'assurance sociale a été fusionné avec le fonds des retraites. À cette occasion, leur financement a été réduit de près de la moitié et la possibilité de recevoir un dédommagement en cas d'accident de travail ou autre problème a été fortement réduite.

Certaines compensations ont été purement et simplement supprimées et l'État s'est entièrement retiré de ses responsabilités envers des travailleur·euses qui ont subi un tort dans le cadre de leur activité professionnelle.

Auparavant, il était possible de convoquer une inspection d'une entreprise pour voir si elle respectait toutes les normes de la législation du travail. Pendant la guerre, il y a un moratoire de ces inspections. De plus, le service chargé des inspections a été radicalement réduit, ce qui indique que le moratoire sera très probablement prolongé après la guerre.

A: Ça a l'air sauvage et effrayant. Regardons une situation particulière, celle de la Transcarpatie, ou je vis. Dans cette région, la législation du travail concerne, je pense, 10% de la population. Celle-ci est très mobile et les gens qui gagnent de l'argent à l'étranger sont très nombreux. Dès qu'ils ne se plaisent pas dans un endroit, ils vont ailleurs. Mais je comprends que dans d'autres régions, il n'y a pas autant de choix. En Ukraine occidentale – si de telles lois étaient adoptées, un certain contingent n'accepterait pas de travailler dans de telles conditions.

VS: Oui, mais il y a encore d'autres facteurs. Par exemple, si on supprime les droits des travailleur·euses, dans une situation où il y a des syndicats forts et le plein emploi, ça a tout de suite un effet. Mais lorsque les syndicats sont faibles et qu'il y a 13 personnes pour un seul emploi, cela crée une inégalité de pouvoir absolue, pousse à la réduction des salaires, détériore les conditions de travail et réduit le pouvoir de négociation des travailleur·euses. Et oui, dans ce cas-là, beaucoup de gens partiront à l'étranger.

Et aussi, comme tu le dis à juste titre, la plupart des gens ne relèvent pas du tout des relations de travail, ou sont dans un emploi au gris, parce que les entreprises ne les emploient pas officiellement. Notre gouvernement a un plan terrible pour faire face à cette situation: il a proposé une nouvelle réforme fiscale, qui prévoit des réductions d'impôts pour toutes les entreprises qui sont dans l'ombre. Au lieu de jouer son rôle de contrôle et de défense de la population, avec ces mesures, l'État risque de motiver encore plus d'entreprises à glisser vers l'économie de l'ombre car elles profiteront de plus de privilèges que les entreprises qui travaillent dans la transparence.

A: Mais il y a aussi du positif dans tout cela. En Ukraine, il existe des traditions de luttes victorieuses des travailleur·euses, si je comprends bien, surtout dans l'industrie lourde et les charbonnages.

VS: La dernière grève réussie a eu lieu en septembre ou octobre, à Novovolynsk, menée par les travailleur·euses du charbon contre un dirigeant corrompu, mis en place depuis la guerre. La grève a réussi et il a été renvoyé. C'est-à-dire que même pendant la guerre, vous pouvez organiser et gagner des grèves.

Le problème est que cette industrie est en déclin et sans espoir. Aujourd'hui, il reste probablement environ 10% de ce qu'elle était à la fin de l'URSS. Et l'industrie du charbon est condamnée pour des raisons environnementales, sans aucun mécanisme approprié de réinsertion et d'assistance sociale pour les travailleur·euses.

A: Les charbonnages se trouvent essentiellement dans les territoires occupés, non? VS: Oui. Mais en Ukraine centrale, il y a l'exemple d'une grève qui a eu lieu à Kryvyi Rih. Les mineurs se sont mobilisés pour des salaires plus élevés et contre les réformes dans la mine. Plusieurs mines ont rejoint cette lutte qui s'est terminée par des concessions de la direction et une augmentation des salaires de 20%. C'est-à-dire que lorsque la classe ouvrière s'organise, elle obtient généralement des concessions. Le problème est qu'il y a un manque de représentation politique, c'est-à-dire de possibilité de se faire entendre. Les gens ne comprennent pas ce qu'ils peuvent faire, ils ne comprennent même pas leurs droits. Ils ne disposent pas de culture de la protestation et de défense de leurs droits. Nous avons besoin d'alphabétisation politique et de représentation politique, d'organisations politiques.

A: Il y a des nuances ici qui ne sont pas faciles à comprendre pour nos lecteur·trices en Occident. Zelensky est entouré par des gens d'une idéologie peu élaborée qui voient dans des réglementations étatiques le spectre de l'Union soviétique et qui prônent par conséquent des théories tout à fait antisociales.

VS: C'est vrai. La pensée politique en Ukraine est en retard de 30 ans sur l'Occident. On continue de citer Margaret Thatcher, Reagan, au mieux Tony Blair. Selon cette pensée, il suffit de supprimer toute réglementation et tout ira mieux. Libérons toutes les forces productives des entreprises, elles créeront tout, investissements et emplois.

A: C'est du darwinisme social.

VS: Oui. Pourtant, depuis la guerre, certaines personnes commencent à changer d'avis, y compris Zelensky. Il a récemment nationalisé plusieurs entreprises importantes. Et son parti s'exprime en faveur d'une augmentation des impôts. Un autre exemple, dans le domaine de la politique agricole, il est impossible de semer sans subventions, car les coûts des semis ont beaucoup augmenté. Du coup, le gouvernement est obligé de subventionner tout ce secteur de l'économie, sinon il s'effondre complètement. Cela l'amène à comprendre que l'approche néolibérale ne fonctionne pas ici. Mais il essaie toujours.



Oleksandr Glyadyelov, 2022

A: Malheureusement, ces subventions vont presque entièrement dans les poches des gros industriels de l'agriculture, l'agriculture vivrière étant livrée à elle-même.

VS: Tout à fait. Et accompagné par cette logique post-soviétique absurde selon laquelle tout doit s'écrouler, que nous allons créer un meilleur climat d'investissement, et que par conséquent il y aura du travail et tout le monde vivra bien.

Je me souviens d'une citation qui m'a vraiment marqué, en tant qu'historien de l'Europe de l'Est: après la révolution de velours en Tchécoslovaquie, un ministre de l'Économie avait expliqué dans une interview que quand il avait affirmé que l'État devrait avoir une politique industrielle, il avait été traité de communiste et mis à la porte. Nous sommes dans la même situation. Quelquefois, les gens au pouvoir comprennent qu'il faut prendre certaines mesures, mais ils sont pris dans un cadre de pensée dont ils ne peuvent pas sortir. C'est un énorme problème. Toute notre politique économique est basée sur l'approche selon laquelle nous devons d'abord soutenir les entreprises, afin que les entreprises soutiennent tout le monde. Et dans le cas idéal, l'État ne devrait pas exister. Ou, dans le pire des cas, l'État ne devrait soutenir que les entreprises. Parce que s'il soutient les entreprises, celles-ci assureront le bien-être de leurs employé·es. Voici la logique.

A: Je comprends que vous travaillez avec des réseaux qui ne sont pas seulement en Ukraine. Comment voyez-vous l'utilité des partenaires internationaux, des syndicats à cet égard?

VS: Tout d'abord, les syndicats internationaux peuvent faire pression sur notre gou-

vernement, parce qu'il est très dépendant de l'opinion en Occident et des partenaires occidentaux. Nos dirigeant·es sont très attentif/ves à tous les signaux venant de l'Occident. Si à l'Ouest, on entend: «*Mais enfin, quelle terrible politique sociale en Ukraine!*», cela aura forcément des conséquences ici. C'est-à-dire qu'il y a une énorme possibilité d'influence, si vous soulevez ces questions, il y a aussi la possibilité d'une influence directe. Par exemple, un représentant de l'Organisation Internationale du Travail est venu nous voir et s'est prononcé contre les réformes sociales. Ensemble, les plus grands syndicats et nous nous y sommes opposés, et cela a partiellement suspendu le processus. Cela ne s'est pas arrêté, mais c'était une pression supplémen-

taire sur le gouvernement. Le problème est que pendant la guerre, en raison de la domination des médias, du fait que la plupart des travailleur·euses sont mobilisé·e et que la majeure partie de l'espace médiatique est occupé par la guerre, il est très difficile de soulever de telles questions. Mais si tu le fais, ça marche. Et bien sûr, il est nécessaire maintenant d'établir des contacts avec les militant·es ukrainien·nes, pour apporter de l'aide humanitaire, venir dans les syndicats qui sont au front, établir une communication directe à la base entre syndicats de même niveau dans d'autres pays et en Ukraine. Cela aide beaucoup.

Interview réalisé par Jürgen Kräftner
membre FCE - Ukraine

des témoignages accablants concernant le comportement de la Police aux frontières (PAF) au sein de ses locaux, à l'abri des regards. Outre le vol de l'argent des exilé·es², nous savons également que les personnes arrêtées sont entassées toute la nuit dans un Algeco dont l'installation n'a jamais fait l'objet d'un permis de construire, sans chauffage par des températures descendant parfois jusqu'à -20°C, en attendant leur renvoi en Italie.

Une femme qui a réussi à arriver en France après s'être fait arrêter une fois et renvoyée en Italie, a également témoigné que durant sa nuit à la PAF, elle n'a pu aller uriner qu'avec la porte des toilettes grande ouverte, sous le regard goguenard de deux policiers. En décembre, un drame a malheureusement eu lieu: suite à une embuscade puis une chasse à l'humain de la police, un homme a chuté dans un ravin, est tombé sur la tête, et après de longues heures inconscient, a passé deux jours à l'hôpital, pour se remettre de sa commotion cérébrale. Voilà ce que nous observons: la route goudronnée qui relie Clavière à Montgenèvre n'est pas en elle-même dangereuse. Les exilé·es sont mis·es en danger dans un premier temps par l'État, qui en triant les personnes selon leurs papiers et en maintenant ses frontières fermées, comme l'a réaffirmé le conseil d'État en juillet³, les met en danger en les obligeant à emprunter des chemins de moyenne montagne, certain·es découvrant la neige pour la première fois de leur vie à Montgenèvre. Et, dans un second temps, iels sont mis·es en danger par les pratiques illégales de la police assumant chaque jour un peu plus son racisme décomplexé, tel que les chasses à l'humain, courses poursuites ou embuscades décrites plus haut.

Par ailleurs, les personnes passant la frontière manquent toujours cruellement de matériel, que ce soit du matériel de montagne

FRANCE/MIGRATION

Des nouvelles de la frontière briançonnaise

Cela faisait un an depuis le dernier article paru dans *Archipel*¹ sur la situation de la frontière briançonnaise au col de Montgenèvre, emprunté par les personnes dont l'État considère qu'elles n'ont pas les bons papiers. Malgré une accalmie courant décembre, probablement dûe à d'importantes chutes de neige, on dénombre toujours entre cinq et une vingtaine d'arrivées chaque nuit.

Le refuge

Après moult péripéties durant le printemps dernier, l'association «Les terrasses solidaires», gestionnaire du refuge, a pu accéder à la propriété d'un grand bâtiment dans les hauteurs de Briançon. Ce bâtiment, bien plus grand et salubre que l'ancien lieu prêté par la mairie – et qui avait, pour rappel, été retiré lorsque la mairie était passée à droite – a grandement amélioré la qualité de l'accueil proposé aux exilé·es qui viennent de traverser la frontière. La jauge d'accueil, bien que régulièrement dépassée, est désormais de 61 personnes et les arrivant·es ne sont plus entassé·es dans les couloirs mais disposent de chambres décentes. Une grande salle de vie permet l'organisation de diverses activités par les bénévoles tout au long de la journée. Les maraudeur·euses ont pu établir leurs locaux au sein du refuge et un groupe de bénévoles dispose également d'un espace pour assurer des permanences d'orientation et d'information juridique, travail que les salarié·s du refuge n'ont pas le temps de faire. En outre, ce gain de place a permis de désigner une pièce réservée aux consultations médicales assurées par Médecins du Monde ainsi que par la PASS (Permanence d'accès aux Soins de Santé), présente une fois par semaine au refuge, accompagnée d'un psychologue pour les personnes présentant d'éventuelles détresses psychologiques. Lorsque que cela ne suffit pas, l'hôpital de Briançon, seule institution publique qui s'attache à respecter la loi dans la région, continue à soigner de manière inconditionnelle les arrivant·es.

La situation globale est toujours très diffi-

cile, mais l'acquisition de ce lieu a eu l'effet d'un grand bol d'air frais – pour ce qui est de l'accueil une fois que les exilé·es sont en France, en tout cas. Le refuge doit cependant toujours s'appuyer sur la générosité de donateur·trices privé·es, sans l'aide de l'État, qui s'obstine à considérer que se faire humilier et refouler par sa police raciste est le seul accueil dont les personnes contraintes à fuir leur pays ont besoin, et aujourd'hui déjà, l'association appelle à l'aide: elle ne dispose pas des fonds nécessaires pour passer l'hiver.

Les maraudes

Peu à peu, les maraudes parviennent à avoir un semblant de structure. Une voiture a pu être achetée et après chaque chute de neige, des équipes se constituent avec une grande efficacité pour aller tracer les sentiers empruntés par les exilé·es, dans le but de diminuer les risques de la traversée, qui peut prendre jusqu'à une dizaine d'heures dans le pire des cas. Un·e docteur·e ou un·e infirmier·e de Médecins du Monde est également régulièrement présent·e avec elleux, dans le cadre du partenariat entre MdM et Tous Migrant·es. Nous avons observé que la présence quasi quotidienne de maraudeur·euses dans la montagne limite les comportements honteux de la police, tels que les embuscades et les chasses à l'humain. Les MNA (Mineur·es Non Accompagné·es) sont désormais quasi systématiquement confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance lorsqu'iels sont arrêté·s en compagnie de solidaires, là où iels étaient auparavant systématiquement refoulé·es.

Néanmoins, nous continuons de recevoir





(manteaux et pantalons de ski, gants et bonnets, sacs à dos et thermos, raquettes et guêtres), mais également de téléphones pour se repérer en montagne et éventuellement appeler les secours, ainsi que de vêtements de ville pour pouvoir continuer leur route en France.

D'après ce que les exilé·es arrivant en France nous racontent, iels sont actuellement accueilli·es en Italie dans un refuge à Oulx ou dans un squat à Cesana, ouvert en juillet par des militant·es No Border.

La grande maraude de mars 2022

Il me tenait également à cœur, pour finir sur une note positive, de vous raconter la grande maraude qui a eu lieu à Briançon le soir du samedi 12 mars 2022, appelée par l'Association Tous Migrant·es et relayée par différents collectifs solidaires de la région. Ce soir-là, pas moins de 300 personnes étaient rassemblées devant les locaux de la PAF, dans l'espoir de visibiliser la situation alarmante de cette frontière.

Pendant les prises de paroles, quelque 200 mètres sous les locaux de la PAF en direction de l'Italie, des militant·es remarquent qu'une interpellation est en cours. C'est alors que spontanément, un groupe converge vers le véhicule de police dans lequel les personnes sont d'ores et déjà enfermées. Mais les solidaires décident de ne pas laisser une énième interpellation se produire sous leurs yeux. Ce soir-là, nous étions nombreux/ses, et le rapport de force était en notre faveur. Sans violence, les militant·es les plus aguerris parviennent à faire sortir les personnes interpellées du véhicule de police. Après leur avoir expliqué la situation, ces hommes et ces femmes nous demandent de les descendre à Briançon. Un cortège se forme alors autour de ces êtres dont l'État considère qu'iels n'ont pas les bons papiers, et ce sont bientôt 300 corps qui se regroupent autour d'eux pour faire barrage

aux exactions de la police. Après les avoir mis·es en sécurité dans la voiture de Médecins du Monde, un cortège d'une vingtaine de voitures se forme et prend la direction de Briançon. À la sortie de Montgenèvre, un barrage de la gendarmerie arrête le convoi, en indiquant vouloir contrôler l'intégralité des voitures. Rapidement, la décision est prise: le contrôle sera refusé collectivement. Pendant que les militant·es les plus déterminé·es tiennent tête à la gendarmerie qui menace de dresser des contraventions pour divers motifs fallacieux, le cortège soutient. Après l'arrivée sur les lieux d'un gradé de la gendarmerie et de rapides négociations, le cortège pourra descendre à Briançon sans se faire contrôler.

La soirée continue ensuite, et des petits groupes se forment pour aller arpenter les pistes de la station de ski, dont l'ambiance, comme chaque nuit, change radicalement, dans une étrange alternance entre symbole du tourisme de luxe et le désastre humanitaire criant. À nouveau, un groupe de maraudeur·euses rencontre un groupe d'exilé·es tout juste arrivé·es en France.

Rebelote: les personnes sont informées de la situation, demandent à être descendu·es à Briançon, montent dans la voiture de Médecins du Monde, escortée par une foule piétonne jusqu'à la sortie de Montgenèvre. Cette fois, c'est un cortège

d'une cinquantaine de voitures qui se forme pour accompagner la voiture jusqu'au refuge de Briançon. Nouveau barrage de la gendarmerie, nouveaux refus collectifs du contrôle. Des militant·es entendront des gendarmes exprimer leur désir de «*tabasser ces gauchistes de merde*» pour les citer, mais encore une fois, à l'arrivée du gradé, le cortège peut repartir sans se faire contrôler. Une belle victoire!

Cette soirée a redonné de l'énergie à toutes les âmes qui donnent régulièrement de leur temps ici pour sillonner la montagne, malgré les entraves de l'État, alors que ce devrait être son rôle de porter assistance aux personnes qui arrivent en France, en espérant y trouver un monde plus beau que celui qu'iels ont dû quitter. Bien sûr, tout le monde sait qu'il est impossible de réunir chaque soir 300 personnes à la frontière pour réaliser la petite prouesse de tenir tête à la police, mais cela aura permis de rappeler à tout·e un·e chacun·e que la frontière n'est qu'une ligne invisible et qu'à tout moment, il est possible de l'effacer, ne serait-ce qu'un instant.

À bas les frontières et ceux qui s'acharnent à les protéger!

Guillaume Tellier
Membre FCE France

1. <https://archiv.forumcivique.org/fr/artikel/migration-frankreich-ueber-berge-und-grenzen/>

2. <https://basta.media/police-racket-violence-sur-mineur-detournement-de-fonds-publics-refugies-proces-PAF-Montgenivre>

3. <https://www.infomigrants.net/fr/post/42240/le-conseil-detat-valide-le-retablissement-des-controles-aux-frontieres-interieures-francaises>

À VOS POSTES!

Des émissions réalisées par Radio Zinzine ce dernier mois

Iran, dans les tranchées de l'info

Suite à son article passionnant dans le Monde magazine, Lucas Minisini raconte les dessous des communications entre les révolté·es iraniens et nos sociétés. Il nous plonge dans des réseaux ingénieux et combatifs qui recourent et s'appuient sur des milliers de «journalistes citoyen·nes» et lanceur·euses d'alerte iraniens.

<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=7742>

Un voyage à l'est de l'Ukraine

Jürgen est autrichien et habite depuis trente ans en Transcarpatie (à l'ouest de l'Ukraine) dans la ferme de Longo maï. Voici le récit d'un récent voyage qu'il a entrepris vers l'est du pays fortement impacté par la guerre, notamment à Kherson, Kramatorsk et Zaporijia.

<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=7776>

La Russie vue de la périphérie

Volodia, pour ses ami·es, est parti de Russie quelques mois avant le déclenchement de l'invasion russe de l'Ukraine. Il est musicien professionnel, passionné de balalaïka, et vient du grand nord de la Russie, de la République des Komis. Il a rejoint son amie, Perrine Poupin, chercheuse au CNRS qui a notamment étudié l'empire russe, l'Union Soviétique et le monde post-soviétique. Dans ce longue entretien, Volodia et Perrine évoquent la réalité d'une telle région périphérique et sa relation au centre.

<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=7801>

Aucun ours, un film iranien

Bamchade Bourvali, critique de cinéma et animateur du site *Iran Ciné Panorama*, nous parle de la manière dont ce film de Jafar Pahani situe et prévoit l'histoire, y compris la propre arrestation du réalisateur, avec en toile de fond les profondes aspirations de la société iranienne qui est sans doute en train de vivre la première révolution féministe contemporaine. Bamchade évoque aussi bien sûr de la révolution actuelle qui, à ses yeux, ne peut échouer, faute de quoi l'histoire se retrouverait plombée pour très longtemps, et pas qu'en Iran ...

<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=7809>